
ÉTUDE DES CRÉDITS

2015-2016

**Demandes de renseignements particuliers de
l'opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- RP1 Depuis 2010-2011, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2015-2016.....
- RP2 Depuis 2010-2011, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2015-2016.....
- RP3 Depuis 2010-2011, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.....
- RP6 Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2010-2011, par année financière, fournir :
- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des membres du conseil d'administration;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.....
- RP7 Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la Haute direction, les montants, ventilés depuis 2010-2011, par année financière :
- a) les frais de déplacement;
 - b) les frais de représentation;
 - c) les frais de repas;
 - d) les frais de voyage;
 - e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.....
- RP10 Depuis 2010-2011, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.....
- RP160 Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues.....
- RP161 Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.....
- RP162 Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.....
- RP163 Mesures de réparation imposées par le CSE au cours des cinq dernières années.....

- RP164 Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de l'abolition du Conseil des services essentiels, et l'intégration de ses activités à la Commission des relations du travail.....
- RP165 Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.....
- RP166 Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant la CRT.....
- RP167 Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.....
- RP168 Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.....
- RP169 Depuis l'année 2010-2011, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).....
- RP170 Depuis l'année 2010-2011, par mois, par article et selon le Code du travail ou la *Loi sur les normes du travail*, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).....
- RP171 Budget de fonctionnement de la CRT depuis 2010-2011, par année financière. Fournir les prévisions pour 2015-2016.....
- RP172 Effectif de la CRT depuis 2010-2011, par catégorie d'emploi, par année financière. Fournir les prévisions pour 2015-2016.....
- RP173 Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.....
- RP174 Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.....
- RP175 Évolution du nombre de dossiers traités par médiateurs/conciliateurs, depuis cinq ans, par année financière.....
- RP176 Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.....
- RP177 Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.....

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-1

Depuis 2010-2011, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2015-2016.

1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

	<u>2014-2015</u>
Services professionnels – CSPQ	712 534 \$ *
Services professionnels – externe	4 345 \$
Achat de matériel	7 316 \$
TOTAL	724 195 \$

* Ce montant inclut 538 945 \$ pour l'entente de base et 173 589 \$ pour des projets d'infrastructure technologique.

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2

Depuis 2010-2011, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2015-2016.

Mesure de réduction des dépenses 2014-2015 - répartition de la cible de réduction par catégories

(en milliers de \$)

	2014-2015
Rémunération	315,3
Fonctionnement	127,4
Transfert	0,0
Autres dépenses	0,0
Total	442,7

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Depuis 2010-2011, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Aucun

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-6

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2010-2011, par année financière. Fournir :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Commission des relations du travail

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération :

NOM	PRÉNOM	CORPS	TITRE DE FONCTION
Lavoie	Diane	103	Professionnel aux ressources financières et matérielles
Bélanger	Claire	104	Agente d'information
Jacob	Céline	104	Agente d'information
Lagacé	Julie	104	Responsable des communications
Beauchamp	Donald	105	Agent de relations du travail
Beauchemin	Line	105	Adjointe au secrétaire et directeur général
Beauséjour	France	105	Agente de relations du travail
Béland	Julie	105	Agente de relations du travail
Blais	Pierre	105	Agent de relations du travail
Bordeleau	Maxime	105	Agente de relations du travail
Bourassa	Isabelle	105	Agente de relations du travail
Brzezinska	Danuta	105	Responsable des statistiques et Webmestre
Bussièrès	Laurenne	105	Responsable des ressources financières et matérielles
Chiasson	Alphonse	105	Chef d'équipe, agent de relations du travail
Côté	Marie-France	105	Agente de relations du travail
Desfossés	Danielle	105	Agente de relations du travail
Doray	François	105	Agent de relations du travail
Flageol	Nathalie	105	Agente de relations du travail
Franché	Julie-Andrée	105	Agente de relations du travail
Frappier	Éric	105	Agent de relations du travail
Gagnon	Philippe	105	Agent de relations du travail
Grégoire	Chantal	105	Agente de relations du travail
Hamel	Marie-France	105	Agente de relations du travail
Houle	Jocelyne	105	Agente de relations du travail
Huot	Annie	105	Agente de relations du travail
Lachance	Johanne	105	Responsable des ressources humaines
Larivière	Normand	105	Professionnel au greffe
Lavoie	Mathieu	105	Agent de relations du travail, Coord. du greffe et du secrétariat
Lebel	Eric	105	Agent de relations du travail
Levéronne	Hélène	105	Agente de recherche en droit
Pigeon	Sylvie	105	Agente de relations du travail
Robitaille	Marc	105	Chef d'équipe, agent de relations du travail
Séguin	Michel G.	105	Agent de relations du travail
Simard	Pascale	105	Agente de relations du travail
Thériault	Jean-François	105	Agent de relations du travail
Vallières	Suzy	105	Agente de relations du travail
Bailly	Chantal	108	Responsable de la gestion documentaire et du soutien opérationnel
Dumont	Anne	108	Responsable des processus et procédures
Langlois	Robert	108	Responsable des ressources informationnelles
Pelosse	Diane	108	Pilote de systèmes d'information

Rose	François	108	Webmestre/sécurité de l'information
Hébert	Monique	115	Conseillère juridique
Dupré	Annick	115	Conseillère juridique
Trépanier	Suzanne	115	Conseillère juridique
Aubin	Sylvie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Desharnais	Julie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Labelle	Eric	200	Agent de bureau, ressources financières et matérielles
Lefranc	Martine	200	Agente de bureau au greffe
Morneau	Sylvie	200	Agente de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agente de bureau
Alarie	Ginette	221	Agente de secrétariat
Cobetto	Sylvie	221	Agente de secrétariat
Cossette	Diane	221	Agente de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agente de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agente de secrétariat
Labelle	Suzanne	221	Agente de secrétariat
Labillois	Cathy	221	Agente de secrétariat
Lachance	Maxime	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Nathaly	221	Agente de secrétariat
Makanga	Nathalie	221	Agente de secrétariat
Mathieu	Johanne	221	Agente de secrétariat
Miron	Diane	221	Agente de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agente de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agente de secrétariat
Shields	Josée	221	Agente de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agente de secrétariat
Gallant	Mariette	249	Préposée aux renseignements
Larochelle	Martine	264	Technicienne en administration
Légaré	France	264	Technicienne en administration
Picard	Johanne	264	Technicienne en administration, service à la clientèle
Plante	Marlène	264	Technicienne en administration
Thomassin	Diane	264	Technicienne en administration/enquêteur
Vibert	Sonia	264	Technicienne en administration, bureau de la présidence
Belley	Joanne	283	Technicienne en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Bouchard	Maryse	283	Technicienne en droit, responsable du rôle
Brasseur	Raymond	283	Technicien en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Gallant	Johanne	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Joachim	Yveline	283	Technicienne en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Riverin	Marie-Ève	283	Technicienne en droit
Tremblay	Lucie L.	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Harnois	Sylvie	297	Agente de secrétariat
Boisvert	Micheline	630	Directrice du greffe et du secrétariat
Métivier	Claude	630	Secrétaire et directeur général

b) la liste des membres du conseil d'administration :

- Non pertinent à la Commission des relations du travail

c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV :

- Non pertinent à la Commission des relations du travail

d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

- Frais de déplacement : 302 589 \$
- Frais de représentation : 3 082 \$

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-7

Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis 2010-2011, par année financière :

- a) les frais de déplacement;
- b) les frais de représentation;
- c) les frais de repas;
- d) les frais de voyage;
- e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Commission des relations du travail

a), b), c) et d)

	Frais de voyage *	Frais de représentation
Robert Côté, président	8 755 \$	1 732 \$
Annie Laprade, vice-présidente	2 534 \$	182 \$
Irène Zaïkoff, vice-présidente	2 483 \$	1 063 \$

* Frais payé à l'employé

e) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

- Conférence des arbitres du Québec : 518 \$
Robert Côté
- Colloque des CIAC : 3 735 \$
Robert Côté
Annie Laprade
- Congrès annuel du Barreau : 33 \$
Robert Côté
- Annual Labour Board chairs' and Administrators' – Manitoba: 1 784 \$
Irène Zaïkoff

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Depuis 2010-2011, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.

2014-2015
Répartition des postes par catégorie d'emploi
Au 4 mars 2015

Nombre de postes					
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Postes réguliers</i>		<i>Postes occasionnels</i>		<i>Total</i>
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	12	25	0	0	37
Cadres	1	1	0	0	2
Professionnels	21	23	0	0	44
Techniciens et employés de bureau	15	25	1	0	40
Total	126		1		127

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-160

Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues.

2014-2015 :

Au cours de la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015, deux décisions de la Commission des relations du travail en services essentiels ont fait l'objet d'une demande de révision judiciaire à la Cour supérieure.

Dans un cas, la Cour supérieure, le 26 septembre 2014, a rejeté une demande de sursis de la décision contestée et le 21 novembre 2014, le requérant en révision judiciaire s'est désisté de son recours.

Dans l'autre cas, la requête en révision judiciaire a été signifiée à la Commission le 27 mars 2015 et la procédure est actuellement pendante devant la Cour supérieure.

Aucun jugement accueillant ou rejetant une requête en révision judiciaire à l'encontre d'une décision de la Commission des relations du travail, ni à l'encontre d'une décision du Conseil des services essentiels, n'a été rendue au cours de la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015.

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-161

Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.

2014-2015 :

36 dossiers en services essentiels ont été réglés par voie de médiation du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015.

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-162

Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.

La Commission des relations du travail a rendu 64 décisions en services essentiels du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015.

SERVICES ESSENTIELS

- SERVICES PUBLICS

En évaluation de services essentiels : **43** décisions

REDRESSEMENT

- Services publics : **23** décisions
- Secteurs public et parapublic : **0** décision
- Fonction publique : **0** décision

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-163

Mesures de réparation imposées par le CSE au cours des cinq dernières années.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-164

Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de l'abolition du Conseil des services essentiels et de l'intégration de ses activités à la Commission des relations du travail.

Le Conseil du trésor répondra globalement à cette question.

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-165

Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Nature des décisions rendues	Année
	2014-2015*
Accueillies	160
Désistements	11
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	171

Article 46: Résolution de difficultés	
Nature des décisions rendues	Année
	2014-2015*
Accueillies	3
Désistements	0
Règlements	1
Rejetées	0
Sous-total	4

Total	175
-------	-----

* : 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-166

Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant la CRT.

Voir liste détaillée annexée.

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015						
N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20142770	2014-04-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Lucie Roger
CM20142857	2014-04-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Ville de Malartic
						Benoît Malette
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal Arrondissement de Verdun
CM20142879	2014-04-21	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-11-26	Règlements	Heidi Bédard
						Municipalité de Béthanie
CM20142948	2014-04-23	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Trail Grubert
						Ville d'Hudson
CM20143194	2014-05-06	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-07-09	Désistements	Régie Intercommunale de Berthier
						Réjean Marsolais
CM20143280	2014-05-13	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués			Alain Beauregard
						Municipalité de Yamaska
CM20143348	2014-05-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-02-03	Règlements	Ville de Varennes
						Yves Hamel
CM20143382	2014-05-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Marjolaine Therrien
						Ombudsman de Montréal
						Ville de Montréal
CM20143442	2014-05-23	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Benoît Malette
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal Arrondissement de Verdun
CM20143622	2014-05-30	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Municipalité de Lacolle
						Sean Maigar
CM20143623	2014-05-30	Loi sur les élections et les	Décision : Désistements, règlements	2014-11-10	Désistements	Commission scolaire Pierre-Neveu

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015						
N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
		référendums municipaux (dest.)				
						Normand St-Amour
CM20143739	2014-06-04	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-07-09	Désistements	Municipalité du Canton d'Orford
						Sabrina Plourde
CM20143749	2014-06-05	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Annie Decelles
						Municipalité de Saint-Émile-de-Suffolk
CM20143787	2014-06-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Martin Piché
						Ville de Deux-Montagnes
CM20144051	2014-06-20	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2015-02-03	Règlements	Frédéric Henri
						Ville de Montréal
CM20144052	2014-06-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-02-03	Règlements	Frédéric Henri
						Ville de Montréal
CM20144184	2014-07-02	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Ville de Montréal
						Ville de Montréal, Service de la diversité sociale et des sports
						Viviane Ducheine
CM20144391	2014-07-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-11-26	Règlements	Chantal St-Laurent
						Ville de Coteau-du-Lac
CM20144392	2014-07-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-11-26	Règlements	Claire Blais
						Ville de Coteau-du-Lac
CM20144393	2014-07-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-11-26	Règlements	Andrée Julien
						Ville de Coteau-du-Lac
CM20144394	2014-07-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-11-26	Règlements	Stéphane Massicotte
						Ville de Coteau-du-Lac
CM20144653	2014-07-23	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Albert Lemelin
						Régie intermunicipale d'incendie de la

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20144914	2014-08-08	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués			région de East Angus
						Marcel Caron
						Ville de Montréal
CM20144919	2014-08-11	Loi sur la Commission municipale (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-03-11	Règlements	Martin Courcy
CM20145133	2014-08-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas en délibéré			Municipalité de Sainte-Justine- de-Newton
						René Héroux
CM20145147	2014-09-02	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-02-03	Règlements	Ville de Saint-Hyacinthe
						Pierre Tapp
CM20145148	2014-08-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-02-03	Règlements	Ville de Châteauguay
						Normand Boulet
						Ville de Montréal
CM20145208	2014-09-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Sylvain Morneau
						Ville de Farnham
CM20145435	2014-09-15	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Accueillies	2014-12-23	Accueillies	Marie-Josée Masson
						Municipalité de Saint-Sulpice
CM20145477	2014-09-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Hélène Michaud
						Ville de l'Assomption
CM20145517	2014-09-18	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués			Mathieu Lagacé
						Ville de l'Assomption
CM20145631	2014-09-25	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Sylvain Forgues
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie
CM20145651	2014-09-26	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Carole Harvey

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015						
N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
						Ville de l'Assomption
CM20145652	2014-09-25	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Mathieu Lagacé
						Ville de l'Assomption
CM20145917	2014-10-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Chantal Bédard
						Ville de l'Assomption
CM20146256	2014-10-29	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-01-06	Désistements	Louis Plamondon
						Ville de Laval
CM20146318	2014-10-31	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			MRC Vaudreuil-Soulanges
						Nadine Ethier
CM20146319	2014-10-31	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			MRC Vaudreuil-Soulanges
						Patricia Bonnel
CM20146320	2014-10-31	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-02-25	Désistements	Lyne Perrier
						MRC Vaudreuil-Soulanges
CM20146575	2014-11-12	Code municipal du Québec (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Hafida Daoudi
						Municipalité de Val-David
CM20146713	2014-11-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Matthew Watio Diabo
						Mohawk Council of Kahnawake
CM20146984	2014-11-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Isabelle Dufresne
						Ville de Montréal
CM20147421	2014-12-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Nathalie Rheault
						Ville de Montréal
CM20147533	2014-12-23	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Carole Vaillancourt
						Municipalité de Wotton
CM20150308	2015-01-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Louis-Philippe Bernard
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal, arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015						
N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20150453	2015-01-26	Loi sur les élections et les référendums municipaux (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Commission scolaire Pierre-Neveu
CM20150485	2015-01-28	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Normand St-Amour
CM20150584	2015-02-02	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Municipalité de Sainte-Julienne
						Raphaëlle Trépanier
						Philippe Martel
						Ville de Beauharnois
CM20150645	2015-02-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Stéphanie Nantel
						Ville de Rosemère
CM20150856	2015-02-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Nathalie Piret
						Ville de Lachute
CM20150857	2015-02-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Pierre Gionet
						Ville de Lachute
CM20150865	2015-02-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Pierre Gionet
						Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes
CM20150866	2015-02-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Nathalie Piret
						Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes
CM20150867	2015-02-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Pierre Gionet
						Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham / Lachute
CM20150868	2015-02-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Nathalie Piret
						Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham / Lachute
CM20150884	2015-02-16	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Paul Kuzak
						Ville de Laval

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015						
N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20150999	2015-02-23	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Alain Cardinal
CQ20142881	2014-04-17	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Ville de Montréal
CQ20142906	2014-04-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Moïse Mayer
CQ20143560	2014-05-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Ville de Rivière-du-Loup
						Bernard Beaudet
CQ20143695	2014-06-02	Code municipal du Québec (dest.)	Cas en délibéré			Ville de Warwick
						Denis Morin
CQ20143800	2014-06-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-09-19	Désistements	Municipalité de Lac-des-Aigles
CQ20145231	2014-09-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas en délibéré			Municipalité de Laurier-Station
						Nancy Clavet
						Benoit Dion
CQ20146112	2014-10-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-12-10	Règlements	Ville de Québec
						Richard Bonneau
CQ20146670	2014-11-10	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Ville de Chapais
						André Marcotte
CQ20146954	2014-11-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2015-01-28	Règlements	Ville de Trois-Rivières
						Dany Fortin
CQ20147025	2014-12-01	Code municipal du Québec (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Ville de Baie St-Paul
						Gaston Lamarre
CQ20147273	2014-12-11	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Municipalite de Notre-Dame-Du-Portage
						Municipalité de Beaumont
CQ20147521	2014-12-23	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Nicolas Pilote
						Municipalité du Canton Ristigouche-

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015						
N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
						Partie-Sud-Est
						Suzanne Bourdages
CQ20150874	2015-01-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Sara Boivin
						Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
CQ20150901	2015-02-02	Code municipal du Québec (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Gilles Labrie
						Municipalité Saint-Charles-de-Bellechasse
Nb: 71						

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-167

Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-168

Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	

Année 2014-2015*					
Code du travail	51	66	96	152	2701
Loi sur les normes du travail	245	336	252	359	2951
Loi secteur des affaires sociales	52	52	81	106	6
Lois – Services essentiels	6	7	11	13	93
Lois – Construction et qualification	112	143	193	264	167
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	78	356	80	300	14
Loi – Responsables d’un service de garde	39	39	47	54	40
Lois – Statut des artistes	219	219	197	210	3
Autres lois	127	334	286	454	131
Total	141	197	177	260	6 107

* : 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l’ensemble des délais des cas de la CRT

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-169

Depuis l'année 2010-2011, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre des décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2014	Avril	133	32	165
		Mai	140	27	167
		Juin	89	26	115
		Juillet	96	26	122
		Août	71	7	78
		Septembre	104	40	144
		Octobre	125	45	170
		Novembre	110	39	149
		Décembre	89	38	127
	2015	Janvier	80	48	128
		Février	118	33	151
Total			1 155	361	1 516
Code du travail	2014	Avril	38	6	44
		Mai	7	2	9
		Juin	18	3	21
		Juillet	58	11	69
		Août	10	12	22
		Septembre	24	8	32
		Octobre	25	10	35
		Novembre	17	13	30
		Décembre	17	8	25
	2015	Janvier	20	4	24
		Février	20	0	20
Total			254	77	331

Nombre de cas conclus, du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Année	Mois	Décisions				
		Accueillies	Désistements	Règlements	Rejetées	Total
2014	Avril	216	173	188	60	637
	Mai	153	168	315	56	692
	Juin	138	102	157	59	456
	Juillet	128	173	343	61	705
	Août	101	101	99	54	355
	Septembre	80	186	254	74	594
	Octobre	132	173	130	64	499
	Novembre	152	145	219	43	559
	Décembre	130	126	146	70	472
2015	Janvier	115	162	254	78	609
	Février	178	156	142	53	529
Total		1523	1665	2247	672	6107

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-170

Depuis l'année 2010-2011, par mois, par article et selon le Code du travail ou la *Loi sur les normes du travail*, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).

Délai de traitement (jours) des cas réglés par mois, du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Avril 2014	46	66	144	238	325
Mai 2014	51	73	81	141	272
Juin 2014	60	75	98	162	240
Juillet 2014	45	56	80	155	229
Août 2014	46	59	82	111	188
Septembre 2014	64	81	94	145	211
Octobre 2014	67	84	91	139	269
Novembre 2014	53	67	92	133	214
Décembre 2014	43	48	89	120	216
Janvier 2015	67	76	113	154	249
Février 2015	36	49	75	138	288
Loi sur les normes du travail					
Avril 2014	273	344	257	359	256
Mai 2014	255	411	277	442	382
Juin 2014	255	358	265	361	181
Juillet 2014	264	361	255	355	426
Août 2014	250	324	259	342	153
Septembre 2014	242	326	267	360	355
Octobre 2014	228	296	238	331	190
Novembre 2014	220	285	224	330	270
Décembre 2014	233	292	230	344	209
Janvier 2015	248	333	255	358	335
Février 2015	225	298	218	308	194

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015 selon les principaux articles

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	

Code du travail

Article 16 - congédiement*	65	180	110	311	97
Article 25 - champ libre*	32	32	45	65	268
Article 25 - conflit*	36	36	44	48	105
Article 39 - statut de salarié*	87	183	213	380	179
Article 39 - modification*	31	35	50	69	675
Article 41 - révocation*	41	41	71	73	131
Article 45 - transmission*	35	36	44	54	169
Article 47.3 - renvoi*	155	199	173	239	175
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	46	83	83	183	160
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	44	50	88	152	19

Loi sur les normes du travail

Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	242	328	237	336	477
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	236	309	232	323	28
Article 122 - plainte*	250	339	256	367	508
Article 122.1 - (retraite)*	330	525	357	540	17
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	195	305	222	346	395
Article 124 - plainte congédiement*	256	344	265	369	1483
Article 128 - indemnité*	145	227	193	262	38

Article 16 - congédiement CT : plainte en mesures disciplinaires – congédiement

Article 25 - champ libre CT : requête en accréditation, champ libre

Article 25 - conflit CT : requête en accréditation, conflit

Article 39 - statut de salarié CT : requête en interprétation et statut de salarié

Article 39 - modification CT : requête en modification d'accréditation

Article 41 - révocation CT : requête en révocation d'accréditation

Article 45 - transmission CT : requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)

Article 123.6 - harcèlement psychologique LNT: plainte pour harcèlement psychologique

Article 124 LNT: plainte en congédiement sans cause juste et suffisante

Article 128 - indemnité LNT: requête pour fixation d'indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-171

Budget de fonctionnement de la CRT depuis 2010-2011, par année financière. Fournir les prévisions pour 2015-2016.

<u>CRT</u>	<u>2014-2015</u>
Rémunération	15 447 500 \$
Fonctionnement	
Transport et communications	533 300
Services professionnels et auxiliaires	1 597 355
Loyers	1 889 845
Fournitures et approvisionnement	100 000
Service de la dette	0
Autres	0
Amortissement	445 100
Total Fonctionnement	4 565 600
Grand total	20 013 100 \$

SOURCE : Commission des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-172

Effectif de la CRT depuis 2010-2011, par catégorie d'emploi, par année financière. Fournir les prévisions pour 2015-2016.

Veillez référer à la réponse de la question 10

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-173

Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.

Aucune plainte reçue à la Commission des relations du travail. Les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour enquête.

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-174

Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

- Au 31 mars 2014 = 27
- Au 4 mars 2015 = 24

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-175

Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015, les conciliateurs de la Commission ont réalisé 1 518 séances de conciliation visant 2 257 dossiers, soit 103 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-176

Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal*.

La Commission des relations du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal*.

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-177

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.

Veillez référer à la réponse de la question 10

SOURCE : Commission des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale
DATE : 8 avril 2015